Accueil CGT Ford
PSE
Rubrique CGT GFT
Section retraités FAI et GFT
Dessinateurs en soutien Ford
Les élus CGT Ford
Revue de presse
Télés, vidéos,...
Galerie photos
Les "Bonnes nouvelles"
Nos tracts et affichages

facebook dailymotion

Appel à rassemblement

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

RASSEMBLEMENT MERCREDI 19 DECEMBRE À 13H30 AUX PORTILLONS

Sans aucun scrupule, en se foutant de la gueule de tout le monde, Ford va donc jusqu'au bout de sa décision de fermer l'usine, malgré un projet de reprise donc une chance de sauver l'usine et des centaines d'emplois, malgré une opposition de l'Etat et des collectivités territoriales, malgré la gravité des conséquences pour la région (emplois induits) ...

Alors on se trouve entre le désespoir, l'écœurement et la colère contre cette injustice. Car Ford fait des profits énormes et tout existe pour permettre à cette usine de continuer.

Mais ce qui l'emporte chez nous, c'est la colère, la hargne contre Ford, notre détermination à tout faire pour sauver l'usine et nos emplois.

Nous nous adressons aux collègues, même à celles et ceux qui vont partir en préretraite ou en départ volontaire, qui sont convaincus que préserver des emplois c'est vital pour nous tous, pour la population et pour la région...

Tout n'est pas fini, il y a encore la possibilité de changer la donne, avec les appuis que nous avons (même le ministre et le Président !), alors la bataille doit continuer.

NOUS VOUS DONNONS RENDEZ-VOUS

Pour une AG des salariés ce mercredi 19 décembre

au moment de la dernière réunion PSE pour montrer que Ford n'en a pas fini avec nous ! **Rdv à 13h30 devant les portillons**

TANT QUE L'USINE EXISTE, TANT QUE NOUS SOMMES ENCORE LÀ, IL N'EST PAS TROP TARD POUR DÉFENDRE NOS EMPLOIS !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

COMPTE-RENDU RÉUNION ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Dans la situation où est l'entreprise actuellement et avec toutes les incertitudes qui pèsent encore sur FAI, la direction souhaite déclencher des élections professionnelles en début d'année prochaine.

De leur côté, toutes les Organisations Syndicales représentatives souhaitent que les mandats soient prorogés. Ce à quoi la direction de FAI répond que d'après les juristes de Ford, ça n'est pas possible car ça n'est pas légal. Or, Nous avons interrogé le ministère du travail et la Direction Générale du Travail (qui sont quand même les spécialistes en la matière) qui nous répondent que c'est tout à faite possible et surtout légal :

« Notre analyse côté RT4 est qu'une nouvelle prorogation par accord unanime est possible.
La prorogation des mandats « ordonnance 2 » dite « cartouche Pénicaud » (qui permet une ou plusieurs prorogation(s) dans la limite d'un an) n'est pas exclusive du droit commun autorisant la prorogation des mandats avant leur échéance par accord unanime. Elle ajoute des possibilités supplémentaires, nettement plus souples (décision unilatérale), de prorogation pour faciliter le plus possible la transition vers le CSE.
Dans le cas d'espèce, nous ne voyons pas de difficulté à ce qu'un second accord unanime de prorogation soit adopté… »

Encore une fois, Ford se cache derrière des arguments fallacieux pour imposer unilatéralement sa volonté.

Quoi qu'il en soit, toutes les Organisations syndicales représentatives ont refusé de participer à l'élaboration d'un protocole d'accord dont elles ne veulent pas à

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

l'instant présent.

La direction a quand même proposé de mettre un protocole qu'elle a élaboré unilatéralement à la signature. Tous les syndicats ont été clairs : ils ne le signeront pas.

La direction va faire suivre son protocole à la DIRECCTE qui aura 2 mois pour répondre et les élections auront lieu 15 jours plus tard… À moins que de nouveaux rebondissements n'arrivent encore…

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 19 décembre 2018

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 19 décembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Aquitaine Industries : Etat, repreneur et

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

syndicats ne désarment pas

Les salariés de Ford Blanquefort veulent encore y croire

Ford Blanquefort : Philippe Poutou attend une décision autoritaire de l'Etat

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

Assemblée Générale des salariés

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

le 18 décembre 2018

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

DERNIÈRE RÉUNION PSE « CESSATION D'ACTIVITÉ » RAISONS ÉCONOMIQUES

Poursuite et fin de l'information en vue de la consultation du Comité d'Entreprise sur l'opération projetée de cessation complète et définitive d'activité de la société FAI et ses modalités d'application - Avis :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Avis du CE sur le Livre 2 (motif économique du projet de fermeture et du plan de licenciement collectif)

Tout d'abord, le CE de FAI considère que **le projet de fermeture de la société n'a pas de fondement économique**, au regard :

- Des profits substantiels réalisés par le groupe Ford depuis de nombreuses années **(46 milliards de dollars avant impôt entre 2012 et 2017),** de sa solidité financière et de sa capacité d'investissement (plus de 10 milliards de dollars de trésorerie nette à fin 2017)
- Du retour aux bénéfices de Ford Europe depuis 2015
- De la situation bénéficiaire de l'ensemble des filiales françaises
- Du coût de la fermeture du site, bien plus élevé que les investissements nécessaires pour installer ou maintenir des activités profitables
- De la compétitivité de l'usine pour accueillir la transmission 8FMID pour le marché européen, face au gaspillage généré par les investissements à fonds perdus de son installation à Van Dyke, avant de la rapatrier à Livonia.

Ainsi, les fabrications de la 8FMID pour le marché européen, de la nouvelle génération du carter Fox et la poursuite de l'activité de traitement thermique auraient permis d'assurer la profitabilité et la pérennité de la société.

Par ailleurs, **le CE dénonce l'attitude de Ford qui n'a été ni loyale, ni socialement responsable** à travers :

- La programmation de cette fermeture depuis le retour contraint de fin 2010, fermeture annoncée dès l'échéance de l'engagement de 5 ans pris auprès des Pouvoirs Publics pour obtenir des subventions
- Le cynisme avec lequel Ford a caché ses réelles intentions, faisant mine de chercher de nouvelles activités pour l'usine, alors qu'il préparait son départ
- Le non-respect des engagements pris auprès des Pouvoirs Publics de maintenir 1000 emplois ETP CDI, alors que les aides reçues depuis le retour fin 2010 atteignent 50 M€ à fin 2017
- L'absence de volonté de trouver un repreneur afin de sauvegarder une partie des emplois et de préserver le bassin d'emploi, préférant sécuriser son

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

départ via une fermeture définitive

- L'absence de dialogue avec les décideurs de Ford Europe tout au long de la procédure de consultation et, notamment, avec le président de la société qui n'a pas eu le courage ni la décence de revenir dans l'entreprise depuis l'annonce de sa fermeture.

Pour toutes ces raisons, le CE rend un avis fortement négatif sur ce projet de fermeture définitive.

Les élus du CE votent à l'unanimité pour cet avis.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

DERNIÈRE RÉUNION PSE CONCERNANT LES MESURES SOCIALES

Poursuite et fin de l'information en vue de la consultation du Comité d'Entreprise sur le projet de licenciement collectif pour motif économique - Avis :

Avis du CE sur le Livre 1 - PSE

Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi prend la forme juridique d'un document unilatéral et n'a pas fait l'objet d'un accord majoritaire. Il est mis en place par la Direction de FAI qui a présenté aux membres élus du CE un projet de fermeture du site de Blanquefort et la suppression de 872 postes sans compter l'impact sur les emplois indirects liés à la sous-traitance.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Les élus rappellent que ce PSE découle d'une réorganisation entrainant des licenciements dépourvus de cause réelle et sérieuse. En effet, et le rapport de l'expert du CE le démontre, le motif économique invoqué par la direction n'est absolument pas avéré.

- La décision d'arrêter de produire des transmissions automatiques sur le continent européen pour le marché européen n'est pas fondée économiquement et stratégiquement.
- La fermeture ne permet en rien d'améliorer ou sauvegarder la compétitivité de Ford et de sa branche Powertrain, bien au contraire.

Les motifs de la fermeture ne sont ni économiques (pour améliorer la compétitivité du groupe ou de la branche Powertrain), ni financiers (par manque de moyens pour investir à Bordeaux) ; le PSE n'a donc aucune assise juridique.
Par ailleurs, l'objectif d'un PSE est avant tout la sauvegarde de l'emploi. C'est pourquoi, il se doit de présenter un dispositif permettant des solutions d'emplois dans le groupe et sur le site. Le projet de reprise de Punch permettait la sauvegarde de l'ordre de 400 emplois. Le sabordage de ce projet de reprise par Ford est socialement irresponsable et fera peser, à terme, le coût de la perte d'emploi et de son indemnisation par la collectivité. En effet, l'âge élevé et la forte ancienneté des salariés risquent malheureusement d'entraîner des centaines d'entre eux à Pôle Emploi à la suite du congé de reclassement.
De plus, les élus constatent que la direction n'a pas répondu favorablement à l'ensemble des recommandations de la DIRECCTE notamment en refusant la mise en place de critères d'ordre de licenciement, la prise en charge de la retraite complémentaire pendant le congé de reclassement, la remise du contrat signé avec Right Management, la communication du volume d'heures passées sur site par les sous - traitants ou encore la production d'une étude sur la situation du marché du travail pour les métiers impactés.
Enfin, certaines mesures sociales d'accompagnement ne sont pas suffisantes au regard des moyens financiers de l'entreprise et du groupe. Il en va particulièrement ainsi de l'indemnisation du préjudice des salariés, de la durée de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

l'allocation temporaire dégressive en cas de reclassement externe, de la durée du congé de reclassement et de la solution identifiée par le cabinet de reclassement ; les élus souhaitant le repositionnement des salariés sur des emplois pérennes en ne permettant pas de considérer le CDD comme une offre valable d'emploi.
Pour l'ensemble de toutes ces raisons, les élus du CE émettent un avis négatif sur le projet de Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Cet avis vaut pour :

- Le nombre de suppressions d'emplois
- Les catégories professionnelles et les critères d'ordre
- Le calendrier prévisionnel des licenciements
- Les mesures sociales d'accompagnement

Les élus du CE votent à l'unanimité pour cet avis.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

Ford Blanquefort dans la presse

Alain Juppé: l'attitude de Ford est une "insulte faite à notre territoire"

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

USINE FORD : PHILIPPE POUTOU VEUT TOUJOURS Y CROIRE

Fermeture de l’usine Ford de Blanquefort : "On garde un espoir", dit Philippe Poutou

L'entreprise Getrag pourrait être menacée par la fermeture de l'usine Ford à Blanquefort

SudOuest :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford : le plan social va être transmis à la Direccte

BLANQUEFORT
Le comité d'entreprise émet cette semaine des avis sur le Plan de sauvegarde de l'emploi

Après l'annonce, jeudi, de la fermeture prochaine de l'usine Ford de Blanquefort, puisque le constructeur américain refuse l'offre de reprise du groupe Punch, la procédure de plan social se poursuit. Cette semaine, le comité d'entreprise doit émettre des avis sur les différents volets du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

400 salariés pourraient partir en préretraite. PHOTO C.M.

Des arguments étayés

Hier après-midi, lors de la dernière réunion portant sur la recherche du repreneur – qui n'a donc pas abouti – des membres du comité d'entreprise (CE) ont dénoncé sur les réseaux sociaux le fait que les dirigeants de Ford Europe ont participé aux débats par vidéoconférence. Sans prendre la peine de se déplacer jusqu'à Blanquefort, ce qui est ressenti comme une preuve de mépris et « un manque de courage ». Ils ont estimé aussi que l'offre de Punch avait été refusée par Ford « pour des motifs très contestables », comme on pouvait le lire, hier soir, sur le site de la CGT.

Aujourd'hui, les représentants des salariés vont argumenter sur les volets économique et social du plan afin de contrer les explications de la multinationale sur les documents officiels.

C'est-à-dire qu'ils vont expliquer, noir sur blanc, pourquoi ils ne sont pas d'accord avec les décisions du constructeur américain. Pourquoi, par exemple, ils estiment que la production de boîtes à vitesse automatiques aurait pu rester à Blanquefort « plutôt que d'être transférée à Livonia aux USA », comme l'indique Gilles Penel, secrétaire adjoint du CE.

Ils vont également évoquer les bénéfices de Ford au niveau mondial. « Autant d'arguments étayés qui pourront servir si nous allons un jour devant la justice », précise l'élu CGT. Cette option étant clairement envisagée par les représentants des salariés.

Un congé de reclassement

À la fin de la semaine, les documents seront envoyés à la Direccte, la direction du travail, qui devra valider le plan, et, si besoin, demander des modifications ou des compléments d'information. Ensuite, sans doute fin janvier, le plan social pourra être lancé concrètement.

Ce n'est qu'en mars 2019 que les salariés qui souhaitent partir en préretraite déposeront leur candidature. Selon Gilles Penel, ils pourraient être environ 400 sur les 860 salariés que compte actuellement l'entreprise.

On saura également à ce moment-là combien de salariés de Ford Aquitaine Industries (FAI) seront redéployés vers l'usine voisine Getrag (GFT), spécialisée dans les boîtes à vitesse manuelles. Et aussi combien prennent leur retraite.

Les lettres de licenciement devraient arriver en septembre dans les boîtes aux lettres des familles. Mais les personnels concernés vont bénéficier « d'un congé de reclassement de 16 mois durant lequel ils seront payés sur une base de 80 % de leur salaire net », précise Gilles Penel. Le temps de bâtir un nouveau projet professionnel.

Par ailleurs, si la fermeture de l'usine est prévue pour le mois d'août 2019, une quarantaine de personnes pourraient rester sur place jusqu'en 2021, selon le secrétaire adjoint du CE.

Il s'agira notamment d'administratifs et de salariés en lien avec l'usine voisine Getrag.

Ils risquent de se sentir bien seuls dans cette usine qui s'étend sur environ sept hectares.

Christine Morice

La CGT Ford Blanquefort le mardi 18 décembre 2018

Appel à rassemblement

FO – LA FORCE DE L'INDÉPENDANCE

la cgt Ford

IL FAUT SAUVER L'USINE !

RASSEMBLEMENT MARDI 18 DÉCEMBRE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

À 13h30 devant le Lobby

Sans aucun scrupule, en se foutant de la gueule de tout le monde, Ford va donc jusqu'au bout de sa décision de fermer l'usine, malgré un projet de reprise donc une chance de sauver l'usine et des centaines d'emplois, malgré une opposition de l'Etat et des collectivités territoriales, malgré la gravité des conséquences pour la région (emplois induits) …

Alors on se trouve entre le désespoir, l'écœurement et la colère contre cette injustice. Car Ford fait des profits énormes et tout existe pour permettre à cette usine de continuer.

Mais ce qui l'emporte chez nous, c'est la colère, la hargne contre Ford, notre détermination à tout faire pour sauver l'usine et nos emplois.

Nous nous adressons aux collègues, même à celles et ceux qui vont partir en préretraite ou en départ volontaire, qui sont convaincus que préserver des emplois c'est vital pour nous tous, pour la population et pour la région…

Tout n'est pas fini, il y a encore la possibilité de changer la donne, avec les appuis que nous avons (même le ministre et le Président !), alors la bataille doit continuer.

Nous vous donnons rendez-vous

Pour un rassemblement de protestation ce mardi 18 décembre

au moment de la dernière réunion PSE pour montrer que Ford n'en a pas fini avec nous ! **Rdv à 13h30 devant la salle Lobby**

Tant que l'usine existe, tant que nous sommes encore là, il n'est pas trop tard pour défendre nos emplois !

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

DERNIÈRE RÉUNION CONCERNANT LA RECHERCHE D'UN REPRENEUR

Ordre du jour : Poursuite de l'information du Comité d'Entreprise sur le processus de recherche d'un repreneur :

La réunion se déroule en visioconférence avec deux membres de Ford Europe (Grant Delea & Riccardo Bilo) qui ne sont là que pour raconter leurs salades afin d'argumenter sur son refus de la reprise par PUNCH. Et pour eux, supprimer tous les emplois de FAI est plus sécurisant pour l'emploi ! Une logique bien patronale !

Notre expert économique du cabinet Sécafi intervient :
Monsieur Bilo étant un ancien banquier, il faudrait qu'il donne des réponses claires à plusieurs questions : qu'est-ce que Monsieur Bilo appelle un engagement ferme d'une banque ?
Bilo : Ce que PUNCH a reçu est une lettre de confort qui présage de l'autorisation d'un prêt. La lettre de confort n'est pas la même chose qu'un engagement formel.
Sécafi : qu'est-ce que Monsieur Bilo attend comme document allant au-delà d'une lettre de confort ? Car en réalité, il ne pourra pas avoir autre chose tant que la cession de l'usine n'a pas été faite à PUNCH. En fait Ford fait comme si ce document était insuffisant alors qu'il est la démonstration de l'accord des banques sur le projet industriel de PUNCH (Ford a réussi à mettre en colère notre expert car leur attitude est totalement déloyale et pleine de mensonges !). Idem pour l'engagement ferme des clients. Les clients ne pourront fournir des engagements fermes qu'après la cession de l'usine à PUNCH. Ford veut tromper tout le monde aujourd'hui alors qu'il a cédé l'usine à HZ en 2008 sans le moindre document des banques et encore moins d'engagements de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

clients puisqu'il n'y en avait aucun !!!
Les représentants de Ford ne répondent pas aux questions de notre expert pour la bonne raison qu'ils ne peuvent pas, leurs arguments étant fabriqués sur des mensonges.

CGT : Ford ne trompe personne ici mais aussi à l'extérieur de l'usine, j'entends par là la population, les élus locaux, les députés, le Ministre de l'économie et des finances, jusqu'au Président Macron qui ont tous dénoncé l'attitude de Ford. Voilà ce que Ford a réussi à faire : se mettre tout le monde à dos. Et réunir tous les partis politiques sur une même idée est un exploit : que Ford sont des menteurs, des voleurs parce qu'ils ont pris de l'argent public sans tenir leurs engagements en échange. D'ailleurs un appel au boycott de la marque a été lancé et si Ford ne revient pas sur sa décision, nous allons faire tout ce qu'il faut pour que Ford en subisse les conséquences.

C'est au tour de Géris de faire une présentation avec le résultat qu'on connait. On passe…

Présentation du rapport par les experts économiques du CE du cabinet Sécafi :
Un processus s'en tenant au minimum légal…
• Pour Sécafi, plus on creuse ce dossier et plus on est convaincu que Ford avait programmé la fermeture de l'usine de longue date, depuis son retour en 2010. Il a d'ailleurs annoncé la fermeture dès la fin des 5 années d'engagement entre Ford et l'État.
• **La concomitance des 2 procédures** sur le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et sur la recherche de repreneur. D'autant que le PSE a été largement privilégié.
• La comparaison entre la recherche d'un repreneur aujourd'hui montre un manque flagrant de volonté lorsqu'on regarde ce que Ford avait fait pour HZ en 2008 en laissant une importante activité de transition par exemple.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

• Le cabinet Géris choisi par Ford allait vers un échec total mais l'État est arrivé avec un repreneur (PUNCH) ce que Ford n'avait pas prévu. Et donc PUNCH a le soutien sans faille de l'État.

Offre de PUNCH refusée par Ford pour des motifs très contestables :

• Ford dit qu'il n'y a pas d'engagement ferme de la part de clients. En réalité, les experts du cabinet Sécafi ont eu accès à des documents démontrant le contraire et évidemment Ford a eu accès à ces documents !!! Et il est évident qu'il ne peut pas y avoir d'engagement ferme d'un constructeur tant que PUNCH n'est pas propriétaire de l'usine. Ford le sait très bien.

Rappelons qu'en 2009, la vente à HZ a été actée par Ford alors que les lettres d'intention avec les multiples clients (qui devaient permettre de créer près de 2000 emplois!) n'en étaient même pas au stade d'intention… Il n'y avait rien !!!

Par contre pour ce qui concerne les documents techniques que PUNCH a demandé à Ford, soit Ford a mis énormément de temps à répondre, soit il ne les a pas envoyé. Quelle autre objectif si ce n'est de compliquer la tâche à PUNCH ?

• Il y a bien un marché en Europe pour les transmissions automatiques 8 vitesses, **comme le montrent les chiffres des instituts de prévision**. D'autant que PUNCH a, en plus, des projets d'hybridation.

• Quant au **financement bancaire**, Punch a reçu **2 lettres d'intention de 2 grandes banques Européennes**, ces 2 banques étant prêtes à travailler ensemble dans le cadre d'une syndication bancaire pour financer l'ensemble du projet de reprise. Là encore, les engagements fermes arriveraient dès la cession de FAI à PUNCH car le dossier est déjà passé devant la commission de crédit qui a testé la robustesse du projet ! Ford le sait donc Ford ment encore une fois.

• Pour ce qui est de l'importance des **besoins de trésorerie durant la phase de transition**, là aussi la responsabilité de Ford est largement engagée, compte tenu de la faiblesse des volumes laissés, sans commune

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

mesure avec ceux laissés lors de la vente en 2009 ou encore ceux laissés par GM lors de la vente à Punch en 2013 de son usine de Strasbourg (200 000 boîtes par an sur 2 ans).

Le projet de reprise par Punch Motive International :
Un plan produits construit autour de deux projets structurants mais nous entrons là dans des domaines où nous sommes tenus à la confidentialité.
Le business plan est expliqué : prévision d'activités, volumes, les effectifs et la gestion de l'emploi, les investissements et leur financement, les résultats et les cash-flows prévisionnels…

Schéma juridique et engagements pris :
Cession dans le cadre d'un protocole de conciliation.
Pour les préretraites, l'État qui apporte les « garanties absolues » (fiducie, somme d'argent de Ford protégée, sur 9 ans, prenant en compte un éventuel recul de l'âge légal de départ à la retraite).
Des engagements sont pris par Punch :
L'absence de versement de dividendes pendant une durée de 5 ans et tant que l'entreprise ne dégage pas de bénéfice.
L'absence de licenciement pour motif économique pendant une période de 5 ans.
Le maintien du statut social pendant la période de l'accord de performance collective.
PUNCH d'accord pour laisser partir plus de salariés en départs volontaires dans les conditions du PSE Ford.

Conclusion :
Un énorme travail a été fourni par toutes les parties prenantes. Pour autant, Ford a montré un grand manque de volonté dans ce dossier. Ford n'a jamais eu d'autre volonté que de fermer FAI et a joué la montre.
PUNCH est un repreneur crédible sur le marché des transmissions avec comme client un constructeur premium satisfait. Loin de HZ qui avait

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

pourtant les faveurs de Ford à l'époque. Là on à affaire à des gens qui connaissent le marché avec toutes les fonctions qui manquent à FAI comme un centre de recherche et développement à Strasbourg. PUNCH a des atouts indéniables.
Dans un pays qui ne cesse de se désindustrialiser, il serait vraiment dommageable que Ford empêche cette opportunité de maintien et de créations d'emplois.

La majorité des élus du Comité d'Entreprise lisent une déclaration à lire sur notre site et dans nos panneaux d'affichage.

*****

Déclaration du CE sur le processus de recherche de repreneur

Le CE de FAI tient à dénoncer le **comportement déloyal** de Ford tout au long de ce processus de recherche de repreneur :

- Absence de volonté de trouver un repreneur (à la différence de 2008) et, au contraire, volonté de longue date de fermer définitivement l'usine pour éviter d'avoir à revenir
- Choix d'un cabinet de recherche insuffisamment dimensionné pour ce type de mission
- Manque de soutien au cabinet de recherche, qui s'est traduit par l'absence totale de résultat
- Non prise en compte des efforts considérables déployés par les différentes parties prenantes (l'Etat et les collectivités territoriales, le repreneur déclaré Punch, les représentants du personnel) et de leurs propositions
- Freins mis à l'avancement du projet de reprise en ne transmettant pas à Punch (ou avec beaucoup de retard) une grande partie de la documentation technique sur les transmissions 8F et des documents sociaux demandés

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

A ce sujet, le CE demande à avoir accès à toutes les informations qui ont été mises à disposition du repreneur potentiel par Ford, comme le prévoit l'article 1233-57-16

- Absence de représentants de Ford Europe (hormis pour une réunion) tout au long du processus, empêchant tout dialogue et absence du président de la société tout au long du processus de consultation

Ce comportement déloyal a abouti au refus de la seule offre de reprise, sur la base d e **motifs tendancieux**, comme démontré dans le rapport de notre cabinet d'expertise.
Ce refus est en contradiction avec l'exigence légale de sauvegarde de l'emploi, finalité première d'un PSE.
Il est aussi en totale contradiction avec la responsabilité sociale et sociétale d'un groupe multinational et de renommée internationale comme Ford, qui impose de tout mettre en œuvre pour préserver le bassin d'emploi autour de ses implantations.
Pourtant, le CE juge tout à fait crédible le projet de reprise du groupe Punch, projet qui pourrait connaître des avancées décisives dans les prochaines semaines.
Trois des organisations syndicales représentatives sont allées jusqu'à consentir des sacrifices salariaux pour donner une chance à ce projet d'aboutir.
C'est pourquoi nous demandons solennellement au groupe Ford de revoir sa position :

- Prioritairement en acceptant le premier schéma juridique proposé par les services du Ministère du Travail (voir rapport d'expertise) sur la suspension du PSE en cours au stade de la demande d'homologation, ce qui passe :
    - En un premier temps par la signature de 2 avenants à l'accord de méthode qui régit la procédure en cours (suspension de la procédure au 18 décembre 2018 après avis du CHSCT et du CE et avant homologation, avec possibilité de reprise en cas d'échec de la cession avec une date butoir à fin mars 2019, et engagement de Ford de maintenir les mesures du PSE dans leur dernier état au 18 décembre 2018)
    - En un deuxième temps par la signature de 2 nouveaux accords de méthode réduisant à 2 mois la durée de la consultation sur le projet de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

cession d'une part, et sur le projet de nouveau PSE « réduit » en vue de la cession d'autre part

- A défaut, en optant pour la poursuite volontaire de la procédure Loi Florange, ce qui passe :
    - En un premier temps par la signature de 2 avenants à l'accord de méthode en vigueur jusqu'au 18 décembre 2018 (engagement de Ford d'étudier toute nouvelle offre jusqu'à fin mars 2019, interruption de l'exécution du PSE en cours et mise en œuvre d'un nouveau PSE « réduit » en cas d'acceptation d'une offre de reprise
    - En un deuxième temps par la signature de 2 nouveaux accords de méthode similaires à ceux du schéma précédent.

La signature de ces avenants et de ces nouveaux accords de méthode permettrait de donner une nouvelle chance à la concrétisation de la cession de l'entreprise, tout en permettant aux salariés volontaires de quitter l'entreprise, sans remettre en cause la date butoir de désengagement de Ford, à savoir septembre 2019.
Le CE se réserve la possibilité de donner toutes les suites possibles pour défendre l'intérêt des salariés de FAI.

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

Ford Blanquefort dans la presse, suite…

Fermeture de l'usine Ford de Blanquefort : "On garde un espoir", dit Philippe Poutou

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Usine de Blanquefort. L'attitude de Ford est « une insulte à notre territoire » selon des élus locaux

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

Déclaration des structures syndicales de la CGT

Fermeture programmée de l'usine Ford à Blanquefort : INACCEPTABLE !

La FTM CGT et l'Union départementale CGT de Gironde condamnent la décision de Ford qui refuse l'offre de reprise de Punch pour le site de Blanquefort.

Sous prétexte que Ford la juge risquée pour les emplois, le constructeur préfère licencier les 872 salariés du site, et par ricochet les milliers d'emplois indirects, que d'accepter l'offre de Punch qui propose de reprendre 400 travailleurs.

Les syndicats beaucoup plus responsables que la direction actuelle avaient pourtant trouvé un accord de principe avec l'équipementier belge.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

C'est inacceptable que Ford n'ait porté aucun intérêt à ce seul projet de reprise. Certes, il ne nous convient pas, car la casse de l'emploi est très importante mais c'est la seule reprise et donc à choisir entre 400 emplois sauvés ou zéro, pour nous le choix est vite fait...

Inacceptable aussi au vu de l'argent public versé à Ford sur la période de 2013 à 2017 représentant plus de 50 millions d'euros. Sans compter que le coût de la dépollution qui est évalué à 20 millions d'euros en cas de cessation totale d'activité serait encore une fois à supporter par le contribuable !

Inacceptable, une attitude si méprisante pour les salariés de l'usine la plus productive d'Europe.
Tout doit être mis en œuvre pour que Ford revienne sur sa position

Les pouvoirs publics doivent rapidement prendre leurs responsabilités, afin d'éviter une catastrophe sociale tout en pérennisant l'avenir de l'industrie automobile dans la région.
Les politiques libérales au service de la finance menées par les gouvernements actuel et précédent sont responsables de ce gâchis social et économique.

Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité, elle rappelle qu'il faut que la responsabilité sociale et économique soit encadrée par la loi !
Ils doivent exiger le remboursement de toutes les aides perçues par Ford.
Toutes les pistes doivent être étudiées pourquoi pas un projet Punch sans Ford ?
L'Etat doit intervenir par une prise de participation ou une nationalisation du site, un moratoire industriel du site de Blanquefort doit être décrété !

La Fédération de la Métallurgie CGT et l'Union départementale CGT de la Gironne appellent les salariés à intervenir contre cette décision qui insulte les travailleurs dans leur ensemble et en particulier ceux de Ford Blanquefort et ceux des nombreuses sociétés sous-traitantes.

Le 17 décembre 2018

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

Ford Blanquefort dans la presse

Les salariés de Ford au Conseil départemental de Gironde

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

SUD OUEST

Ford Blanquefort (33) : Juppé, Rousset, Gleyze et Ferreira signent une déclaration commune

SUD OUEST

Usine Ford de Blanquefort : le point sur ce dossier, qualifié de «trahison» par Le Maire

LE FIGARO

Ford : l'Etat impuissant à sauver l'usine de Blanquefort

leJDD.fr

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Cliquez ici :
2018.12.16 JDD.jpg
Image JPG [775.2 KB]

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

Bonnes nouvelles n°417

FORD LICENCIE DANS L'USINE DE SAARLOUIS

Ford Europe l'avait annoncé depuis des mois, voilà qu'il commence à mettre en place sa restructuration qui va provoquer des dégâts sociaux énormes. Autour de 22 000 emplois seraient supprimés, des usines seraient liquidées.

Cette semaine, c'est l'usine de Saarlouis en Allemagne qui prend les premiers coups : 1600 suppressions d'emplois sur les 6300. C'est lié à l'arrêt de la production de la CMax.

Ce qui se passe partout, les fermetures, les licenciements, c'est très grave mais ce n'est que la suite des choix patronaux depuis des années qui ne font que continuer. C'est cette course aux profits destructrice, cette logique d'accaparement des richesses, sans limite.

Nous apportons toute notre solidarité aux collègues et camarades de Saarlouis. Pour rappel, une délégation de syndicalistes étaient venus nous soutenir en septembre.

ARGENTINE : DES DIRIGEANTS FORD CONDAMNÉS

Deux dirigeants de l'usine Ford en Argentine ont été condamnés à 10 ans de prison... 44 ans après les faits ! En 1974, il y a un coup d'Etat qui met l'armée au pouvoir. C'est le début d'une dictature militaire qui va immédiatement régler des comptes avec les grévistes de la période précédente. L'usine Ford avec la complicité de la direction va servir de local d'internement et de torture. Des salariés syndicalistes ou pas, ont été arrêtés, torturés et certains n'ont jamais été retrouvés. Après la chute du régime, les familles vont mener une longue bataille pour faire condamner les criminels. La condamnation des 2 dirigeants de Ford est un début de justice.

PAGE PUB

Le titre du livre paru fin septembre pourrait vite ne plus être d'actualité. « Même pas mort » aujourd'hui oui mais demain ? Quoiqu'il en soit, cela reste un livre à lire, à faire connaître... en vente au CE et auprès des cégétistes !

Ford

872 salarié.e.s
3000 emplois induits dans la région

SAUVONS LES EMPLOIS

n° 417-39 (17 décembre 2018) - CGT-Ford

Bonnes nouvelles

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Les tentatives de sauver l'usine ont échoué... à ce jour. Car même si la situation aujourd'hui est encore plus grave suite au refus de Ford de prendre en compte le projet de reprise de Punch, nous sommes un certain nombre à vouloir continuer la bataille contre la fermeture de l'usine.

Nous savons que la plupart des anciens veulent partir. Nous avons bien compris aussi que certains moins anciens veulent partir. Et nous n'y voyons aucun inconvénients, d'ailleurs depuis le début, nous revendiquons les meilleures conditions de départs possibles pour tous.

Et puis, ce n'est pas un détail, nous sommes nombreux à vouloir garder notre boulot, à le défendre, qui tenons à continuer l'aventure (car c'est une aventure) ici dans cette usine.

Nous refusons toujours la fermeture, les licenciements et le chômage et nous dénonçons les choix dégueulasses de Ford. D'ores et déjà, nous travaillons avec tous les points d'appuis que nous aurons pour voir comment continuer la lutte.

CONTRE FORD

Paradoxalement, Ford a réussi à manœuvrer avec son PSE de fermeture d'usine, en faisant croire que son plan de licenciements et de départs en préretraite était la meilleure solution pour nous toutes et tous, à diviser le personnel entre celles et ceux qui voulaient partir et celles et ceux qui voulaient sauver leur emploi.

On dit paradoxalement, parce que d'abord il n'y a vraiment aucune raison de faire confiance à Ford qui nous a trompés pendant des années.

Paradoxalement aussi, parce que la division entre nous est anormale tant nous avions et nous avons encore un intérêt commun face à Ford, celui de défendre à la fois l'usine, les emplois directs et induits comme les conditions de départs des anciens et des plus jeunes.

Ford se moque autant des anciens qui partent en préretraite que des moins anciens. Ford se moque du social, du collectif, des salariés, de tout le monde. Il y a toutes les raisons de s'opposer à ses choix destructeurs.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

ENTRE DÉBATS, CONFLITS ET DIVISIONS : NOUS EN SOMMES DONC LÀ ?

Un accord de principe a donc été signé le mardi soir vers 19h30, quelques heures après l'AG des salariés qui s'était achevée sur le choix de privilégier la tentative de sauvetage de l'usine.

Que ce soit sur le fond (quel choix ?) comme sur la forme (comment faire pour décider ?) il est apparu des désaccords et des divisions. Ce qui est logique !

Car tout est difficile et compliqué. D'une part les manoeuvres de Ford qui cherche à empêcher une discussion sereine sur la possibilité de sauver quelques centaines d'emplois. D'une autre part, les agissements de Punch, qui veut l'usine mais qui passe trop de temps à discuter de nos salaires et de nos RTT. Enfin on a les services de l'Etat, qui cherchent le compromis, la petite faille dans le bazar, qui permettrait de « convaincre » Ford d'accepter dans un premier temps une consultation sur une reprise éventuelle.

La propagande de Ford a fait du dégât, réussissant à diviser, à opposer les uns aux autres entre partir ou rester. Quel gâchis.

Nous avons réussi quand même à avoir la discussion, comme lors des AG organisées depuis quelque temps. Ensuite, du fait des pressions, des délais, du compte-à-rebours, nous avons essayé de prendre une décision le plus collective possible. Peut-être pour rien.

TU VEUX OU TU VEUX PAS ?

Au cours de ces dernières semaines, les volumes ont chuté vertigineusement entrainant de nouvelles organisations de travail pour différents secteurs.

Plus de travail ou très peu, engendre humainement une violente cassure, de motivation, d'ardeur, pour chacun d'entre nous. Mais aussi un stress, nuisible à notre santé, nous nous ressentons fatigués par ce manque d'activité.

Nous en avons plus que marre, la situation dans laquelle nous vivons s'exporte aussi dans notre vie extérieure.

Les cadres dirigeants sont les auteurs, ils nous affaiblissent chaque jour et nous poussent moralement à bout en organisant différentes manières de travailler avec si peu de volume. Ils nous harcellent parfois avec « délicatesse » de reprendre le travail car pour eux avec si peu d'activité nous devons faire semblant de travailler pour qu'ils puissent se dire que l'activité perdurera jusqu'à la fermeture.

Ils détruisent une partie de notre vie, notre motivation, notre professionnalisme et usent d'une attitude humiliante très dure en agissant sèchement.

Ils s'y prennent d'autant plus mal, qu'ils exercent un certain chantage pour qu'on reprenne le travail contre un jour de repos payé à la maison. C'est dingue comme le « pouvoir » peut transformer la mentalité des gens.

UNE USINE, ÇA PEUT FERMER EN SILENCE ?

Bon c'est vrai, le journal Sud-Ouest a fait plusieurs articles, France 3 ou France Bleue ont fait plusieurs reportages, sans parler de Rue89, Wit,... et depuis l'annonce de Ford, tout le monde en parle... mais quand tout semble perdu.

Si on fait un bilan, le traitement médiatique de la fermeture annoncée d'une usine comme Ford, avec ses 850 emplois directs, les plus de 2000 emplois induits, est en décalage avec la gravité de la situation, avec le nombre de gens concernés.

Tout le monde sait que la fermeture sera une catastrophe pour la région. Le rôle des médias aurait pu être ou dû être de lancer un grand débat public.

Oui cela n'aurait pas été du luxe que de discuter largement de ce qui a amené à cette probable catastrophe : la vieille volonté de Ford de liquider l'usine, brutalement en 2008 puis sournoisement depuis son retour, l'escroquerie de HZ, l'argent disparu, puis l'accord de mai 2013 qui engageait Ford à maintenir 1000 emplois, notre victoire au tribunal contre Ford, les aides publiques importantes, une usine soutenue par des subventions pendant 45 ans, des milliers d'emplois disparus, des pouvoirs publics impuissants,...

Ces débats auraient sans aucun doute aidé à mettre la pression sur Ford, sur l'Etat, sur les élus locaux, ils auraient sensibilisé la population pour refuser la résignation, pour se mobiliser, relever la tête, à dénoncer l'inacceptable, à refuser de se plier à une issue inacceptable.

Le sort de l'usine Ford n'est pas un fait divers, une info parmi d'autres, cela peut être un drame humain et social pour la région.

SOUTIENS

Suite à l'annonce de Ford de jeudi 13, nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous ont envoyé des messages de soutien aux salarié.e.s et à la lutte contre la fermeture de l'usine.

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 417-même pas morts 39 ([...]
Document Adobe Acrobat [977.0 KB]

La CGT Ford Blanquefort le lundi 17 décembre 2018

Campagne de Boycott de la marque Ford

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Contre les patrons voyous, fossoyeurs d'entreprises et de bassin d'emplois, nous demandons des représailles fortes et sévères de la part de l'État !
De notre côté et avec les moyens qui sont les nôtres, nous lançons nos propres représailles par une campagne de boycott de la marque Ford !
Ci-dessous, le logo à télécharger et à faire suivre à tous ceux qui veulent nous y aider en faisant la même chose. À commencer par nous-mêmes, salariés de l'usine, pour ceux qui sont sur les réseaux sociaux.

Cliquez ici :
Boycott Ford.jpg
Image JPG [206.5 KB]

La CGT Ford Blanquefort le samedi 15 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans la presse

Blanquefort : Ford les mots de la colère

Maire de Blanquefort : "la décision de Ford est incompréhensible"

Ford: à Blanquefort, la douche froide après 9 mois de combat

Gouvernement et syndicats unis contre la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Fermeture de l'usine de Ford Blanquefort : l'exécutif face aux limites de la loi Florange

La CGT Ford Blanquefort le samedi 15 décembre 2018

Pour Emmanuel Macron, l'attitude de Ford est "hostile et inacceptable"

Emmanuel Macron a fustigé vendredi la décision de Ford de refuser l'offre de reprise de Punch Powerglide, et de fermer l'usine de Blanquefort.

Emmanuel Macron a jugé vendredi **"hostile et inacceptable"** la

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

décision la veille du groupe américain Ford de fermer une usine à Blanquefort, en Gironde, en refusant une offre de reprise.

"Un repreneur sérieux a été identifié". "Je crois à une économie sociale de marché, mais je ne crois pas au cynisme et je considère que le geste fait hier par Ford est un geste hostile et inacceptable", a affirmé le président français en marge d'un sommet européen à Bruxelles. "Depuis plusieurs mois, un travail assidu a été fait avec le gouvernement pour trouver un repreneur" et "un repreneur sérieux a été identifié", a-t-il affirmé.

"Il y a eu un très gros travail avec les élus locaux" et **"un grand sens de responsabilité des partenaires sociaux"**, a-t-il ajouté. "On ne peut pas répondre à ce travail par un refus de considérer la proposition qui est faite."

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

SUD OUEST

Europe 1

ouest france

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Capital

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 14 décembre 2018

Mise au point

Il est faux de dire et d'écrire « *qu'aucun repreneur fiable et solide n'ait proposé, à priori, de plan de reprise permettant de garantir l'avenir du site de Ford Blanquefort* »

Le syndicat CFTC qui attendait « *d'avoir les précisions permettant de juger des éléments factuels, à priori absents, qui auraient dû permettre de prouver la solidité du business plan du repreneur potentiel* » les a eues ce vendredi 14 décembre 2018, en même temps que tous les autres syndicats représentatifs. Il les aurait même eues plus tôt s'il avait participé aux discussions plutôt que de ne participer qu'à une réunion de temps en temps quand il ne quittait pas la salle en cours de journée…

En effet, aujourd'hui, s'est tenue une réunion avec le cabinet d'expertise économique du CE et toutes les informations (confidentielles) nécessaires concernant le business plan du candidat à la reprise, PUNCH, ont été fournies : prévision d'activités, nombre d'emplois, investissements, accord des banques pour les emprunts, retour aux bénéfices, info sur les lettres d'intentions de constructeurs, etc… Mais le business plan a été fournis à tous les syndicats ayant des élus au CE il y a déjà plusieurs jours !!! Pourquoi faire comme si rien n'était dit ?!

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Il a aussi été expliqué aujourd'hui le schéma juridique envisagé pour la reprise et les engagements des uns et des autres. Un grand nombre d'information sur les éléments importants sécurisant les salariés et dont les détails ont été publiés dans notre tract sur l'accord de principe.

Contrairement aux syndicats CGT, FO et CFE/CGC, du fait de sa non-participation au travail d'élaboration du schéma juridique, de la sécurisation et l'apport des garanties pour les salariés qui veulent partir et ceux qui veulent rester, la CFTC les a découverts en détails aujourd'hui. Et la démonstration a été suffisamment complète et instructive pour que le syndicat réfractaire à toute reprise n'ait aucune question à poser. Pas la moindre. Un silence de cathédrale... Les visages surpris par les avancées et l'aboutissement qu'a pris ce dossier.

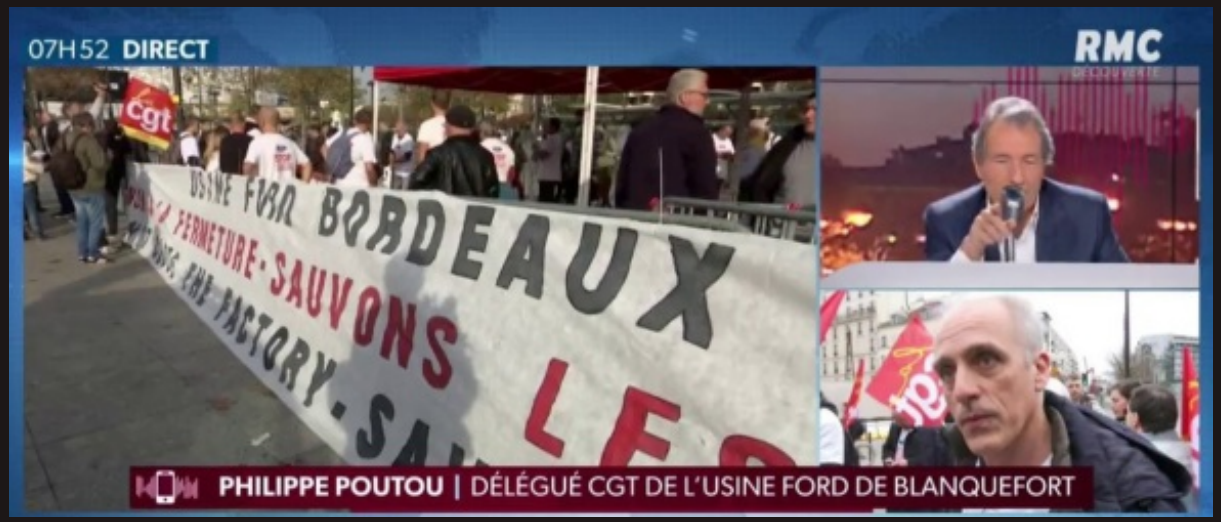
Alors maintenant, le syndicat CFTC pourra continuer à sa guise de dénigrer ce projet de reprise au grand bonheur de Ford, dont il reprend d'ailleurs carrément les arguments fallacieux, mais ce serait vraiment malhonnête intellectuellement.

Ceci étant dit, si son objectif est réellement la sauvegarde des emplois comme il le prétend, il est encore temps de reconnaitre ses erreurs et le travail accompli... Et d'ouvrir les yeux sur le véritable adversaire, celui qui méprise les salariés, celui qui veut fermer l'usine et supprimer tous les emplois = Ford !

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 14 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias



PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Aquitaine Industries : le jour d'après

L'Humanité :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

AUTOMOBILE

Ford condamne à mort l'usine de Blanquefort

Le constructeur américain a annoncé jeudi qu'il jugeait l'offre de reprise de Punch trop risquée, malgré un consensus entre l'état, les syndicats et le candidat repreneur.

État, repreneur et organisations syndicales ont beau avoir bataillé pendant des semaines pour boucler un plan de reprise de l'usine de Blanquefort (Gironde), Ford a fini par doucher les espoirs des salariés jeudi après-midi, lors d'un comité d'entreprise. « Malgré les discussions rigoureuses et approfondies des neuf derniers mois et les meilleurs efforts fournis par chacune des parties, le plan proposé par le repreneur potentiel présente des risques significatifs », a déclaré le constructeur dans un communiqué de presse, se disant « déçu » de ne pas voir l'option de reprise proposée par Punch Powerglide aboutir. « Des arguments fallacieux », d'après Vincent Alauze, délégué CGT sur le site, qui estime que Ford avait pour unique but de « fermer l'usine » depuis le début de la procédure en juin 2018.

« Ça leur coûte moins cher que de trouver un repreneur. Ils ont menti à tout le monde depuis le début. Ils ont fait semblant de laisser le temps à un projet de reprise pour dérouler tranquillement leur PSE » (plan de sauvegarde de l'emploi), dénonce le syndicaliste, qui accuse le coup. « Même pour ceux qui s'y attendaient, le choc est rude », lâche-t-il, dépité. Jean-Marc Chavant, élu FO au comité d'entreprise, a confié de son côté à l'AFP son « immense déception », rappelant que ce sont « 850 emplois, plus de 2 000 emplois induits et une commune, Blanquefort, qui vont être fortement touchés ». Car la CGT, la CFE-CGC et FO se sont fortement impliquées ces dernières semaines pour négocier les conditions juridiques et sociales d'une reprise par Punch Powerglide.

Mardi soir, après moult tractations, les organisations syndicales avaient d'ailleurs à Bercy signé un accord de principe avec le seul candidat à la reprise du site de production de boîtes de vitesses automatiques. En échange d'une reprise d'environ 400 salariés, du maintien des primes et de la garantie de n'effectuer aucun licenciement économique pendant cinq ans, ainsi que de la promesse de ne verser aucun dividende pendant la même période, les syndicats avaient consenti à un gel des salaires pendant trois ans, une modulation du temps de travail sur la même période et une perte de trois jours de RTT.

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire, qui avait mardi soir appelé « solennellement Ford à accepter le projet de reprise par Punch », n'a pas hésité à parler devant le Sénat jeudi de « trahison » et de « lâcheté » de la part du constructeur américain, confirmant que ce dernier n'avait pas pris la peine de le prévenir. « Je veux dénoncer le mensonge de Ford qui dit dans un communiqué que l'offre de reprise de Punch n'est pas crédible », a-t-il poursuivi, assurant, à l'instar des syndicats, que cette offre était, au contraire, « crédible, solide » et « garantissait l'avenir du site industriel de Blanquefort ». Le locataire de Bercy, qui a salué l'esprit de « responsabilité » des « salariés, (des) syndicats, (de) Philippe Poutou (secrétaire du syndicat CGT de l'usine NDLR) », a en outre demandé à Ford de revenir sur sa décision.

Alain Juppé, président de Bordeaux Métropole, a fait part de sa « consternation », demandant également au constructeur de revoir sa position, tandis que le président PS du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, a jugé qu'il s'agissait d'une « nouvelle désastreuse pour les salariés ( ) et pour l'industrie girondine ». Ces deux collectivités étaient prêtes à investir 15 millions d'euros pour permettre au projet de reprise d'aboutir. La procédure de PSE doit se clore mardi prochain et l'arrêt de la production est prévu pour août 2019. ■

par Loan Nguyen

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Libération :

Blanquefort : Ford enfume Le Maire

«C'était ce qu'on craignait, mais ça reste dur quand ça arrive vraiment.» Ce jeudi, Philippe Poutou et ses collègues de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, ont appris la nouvelle, un peu sonnés. Maintes fois reportée, cette dernière est tombée, comme un couperet, lors d'un comité d'entreprise : Ford Aquitaine Industries (FAI) ne donnera pas de suite favorable à l'offre de reprise de Punch, candidat pourtant soutenu par l'Etat et les syndicats. L'usine de boîtes de vitesse est donc vouée à la fermeture. Philippe Poutou, élu CGT de l'usine et accessoirement ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle de 2017, est l'un de ceux qui ont bataillé pour que ce sauvetage se fasse. Alors l'heure est à la colère : *«Il y a une usine, avec tout ce qu'il faut, un personnel qui sait bien bosser. Mais non Ford va aller jusqu'au bout. C'est une logique de sabotage. Ils n'ont jamais voulu discuter sérieusement de la reprise.»*

Deux jours plus tôt, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, présent sur le dossier depuis des mois, s'était fendu d'un tweet : *«La société Punch vient de confirmer définitivement son offre de reprise du site Ford Blanquefort, qui prévoit de sauvegarder 400 emplois. C'est une bonne nouvelle pour les salariés.»* Pour appuyer l'offre du repreneur, les syndicats, en discussion depuis plusieurs jours avec le candidat repreneur, avaient accepté un gel de salaire pendant trois ans, la perte de trois jours de RTT et une modulation du temps de travail. Preuve du consensus pour sauver le site : l'Etat, la région Nouvelle-Aquitaine et la métropole de Bordeaux promettaient un soutien financier de 15 millions d'euros à ce projet industriel. D'où le message de Le Maire appelant *«solennellement Ford à accepter ce projet de reprise»*. Une requête qui n'aura pas été entendue.

Pour le constructeur automobile américain, un plan social qui va aboutir au licenciement des 860 salariés de l'usine est donc préférable à un projet de reprise. *«Nous ne croyons pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons pour les salariés de FAI»*, a expliqué Ford. Une réponse qualifiée de *«lâcheté»*, de *«mensonge»* et de *«trahison»*, par un Le Maire particulièrement remonté devant le Sénat.

A lire en intégralité sur *Libé.fr*. ■

par Amandine Cailhol

Usine de Blanquefort : Le Maire va s'entretenir avec le patron de Ford Europe

LE FIGARO

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 14 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 14 décembre 2018

Communiqué de la CGT Ford

Contre la volonté de Ford, la bataille continue pour sauver l'usine et les emplois directs/indirects

Ford maintient donc sa décision de fermer l'usine. Nous avions un petit espoir mais un espoir quand même d'entendre l'inverse, Logiquement cette annonce nous a donné un gros coup sur la tête. La réaction immédiate a été pour nous salariés qui tenons à sauver nos emplois un sentiment de tristesse et d'écœurement. Quelques-uns d'entre nous ont craqué sur le moment. Mais les minutes passant, on a retrouvé la colère et même la hargne pour dénoncer la saloperie de Ford, pour dénoncer ce scandale, pour continuer la bataille.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Nous savons que l'Etat a dénoncé la trahison de Ford qui se moque de tout le monde. Ford veut fermer l'usine malgré ses milliards de dollars de profits, malgré tout l'argent public accaparé, c'est un premier scandale. Mais en plus, Ford refuse de vendre son usine, refuse même d'étudier un projet, le seul projet de reprise, balançant d'un revers de mains, la seule chance de maintenir une activité pour préserver des centaines emplois directs et environ 2000 emplois induits dans la région. Ce que fait Ford c'est inadmissible, injuste, dégueulasse ...

C'est pour cette raison que d'ores et déjà, l'équipe Cgt-Ford déclare qu'elle va continuer la bataille, avec détermination, avec colère, qu'elle va tout faire pour "embêter" Ford, pour entraver sa logique destructrice, pour empêcher la catastrophe. Car notre objectif reste de sauver nos emplois, de sauver les emplois induits, de sauver une activité sur l'usine. On veut changer la donne, on veut que Ford paye sa lâcheté, ses mensonges, ses entourloupes. On veut que Ford plie et finisse par accepter de laisser son usine, d'accepter une reprise.

Dans l'immédiat, nous cherchons les moyens de résister, de perturber la stratégie de Ford, nous étudierons avec les pouvoirs publics comment nous pouvons imposer une solution favorables socialement. Dès demain, nous aurons des réunions pour discuter de comment la bataille va prendre forme, avec les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les élus locaux comme avec les services de l'Etat, comment nous allons nous organiser et résister avec toutes celles et ceux qui tiennent à défendre jusqu'au bout tous les emplois.

Non, Ford n'en a pas encore fini avec nous.

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 décembre 2018

Bruno Le Maire « écœuré » par Ford, lui demande de revoir sa décision

En Séance des questions au gouvernement du 13 décembre 2018 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

« Écœuré » et « révolté » par la décision de Ford qui a écarté l'offre de reprise de l'usine de Blanquefort en Gironde par Punch Powerglide, Bruno Le Maire fustige la « trahison » du constructeur et lui demande de revoir sa décision.

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 décembre 2018

Réaction d'Alain Juppé et des 27 maires de Bordeaux Métropole suite au rejet par Ford de la proposition de reprise de FAI par Punch

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

BORDEAUX
MÉTROPOLE

Communiqué

Réaction d'Alain Juppé et des 27 maires de Bordeaux Métropole suite au rejet par Ford de la proposition de reprise de FAI par Punch

Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole vient d'apprendre avec consternation que, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, Ford Motor Company a annoncé son intention de rejeter la proposition de reprise de Ford Aquitaine Industrie par le groupe Punch.

Alors que les salariés se sont massivement prononcés en faveur de cette reprise, et ont pour cela consenti de réels efforts salariaux, Ford montre une fois de plus sa volonté de ne pas assumer ses responsabilités sociales et économiques vis-à-vis tant de ses salariés que de la métropole bordelaise, où plusieurs milliers d'emplois dépendent de l'activité de l'entreprise et qui, avec l'Etat et les autres collectivités locales, a toujours soutenu financièrement les projets de développement du groupe.

Alors que General Motors avait assumé ses responsabilités lors de la reprise de son usine de Strasbourg, en accordant un volume conséquent de commandes pour permettre au repreneur de passer la période transitoire avant le lancement de ses propres productions, Ford a refusé de s'engager à attribuer des commandes à FAI. Et aujourd'hui, bien que Punch soit malgré cela parvenu à obtenir des commandes d'autres constructeurs, Ford refuse le plan de reprise qui a été considérablement amélioré. Les experts de l'Etat et des organisations syndicales considèrent qu'il donne au site de réelles perspectives de développement de l'emploi à

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

qu'il donne au site de réelles perspectives de développement de l'emploi à moyen terme.

« Je demande instamment à Ford de reconsidérer sa position et donner au site de Blanquefort et à ses salariés un avenir en acceptant et en aidant la reprise ».

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 décembre 2018

Retrouvez l'historique de cette page de notre site internet en cliquant ici

---

809521

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API